Dominique Breillat
Céline Lageot*

Repères étrangers

(1er janvier – 31 mars 2026)

Algérie

25 mars 2026. **Révision constitutionnelle**. Le Parlement adopte une révision constitutionnelle renforçant les prérogatives du chef de l'État. Le Conseil supérieur de la magistrature est visé : désormais, l'avis conforme pour les nominations aux fonctions supérieures de la magistrature ne sera plus obligatoire. L'Autorité nationale indépendante des élections voit ses fonctions réduites. Le président de la République pourra convoquer des élections locales à sa discrétion. Le mandat du président du Conseil de la nation, chambre haute du Parlement, passe de trois à six ans. Enfin, les candidats à l'élection présidentielle devront avoir un certain niveau d'instruction.

États-Unis

2-3 janvier 2026. **Venezuela**. En pleine nuit, les États-Unis mènent une opération sans précédent et capturent le président Maduro et son épouse, Cilia Flores, qui sont exfiltrés de Caracas par hélicoptère vers le navire USS *Iwo Jima* puis amenés, après un transit à Guantánamo, à New York. Nicolás Maduro y est incarcéré afin d'être jugé pour « narco-terrorisme » et importation de cocaïne aux États-Unis. Donald Trump parle de doctrine « Donroe » – mot-valise forgé à partir de son nom et celui de son lointain prédécesseur James Monroe, dont il prétend renouveler les vues en politique étrangère pour imposer la suprématie des États-Unis sur l'ensemble du continent américain.

L'opération, en lien avec les richesses pétrolières du pays, divise les États-Unis et notamment le camp MAGA. Censés donner leur aval, la Chambre des représentants et le Sénat n'ont été ni consultés ni informés.

Le 5 janvier, lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations

* Centre d'études et de coopération juridique interdisciplinaire-Université de Poitiers (CECOJI-UP) – EA 7353.

unies, António Guterres appelle au respect de l'« indépendance politique » du Venezuela. L'ambassadeur russe, Vassily Nebenzia, condamne l'intervention, « signe avant-coureur d'un retour à l'ère de la domination américaine par la force et l'illégalité », tandis que son homologue chinois, Sun Lei, dénonce « cette ingérence et ce harcèlement américains, totalement illégaux ».

Présenté le même jour devant un juge fédéral, Nicolás Maduro, qui se dit « innocent » et « kidnappé », plaide non coupable, s'affirmant toujours président du Venezuela.

Le 11 janvier, Donald Trump se dit ouvert à une entrevue avec la présidente par intérim, Delcy Rodriguez Gómez, 56 ans, avocate, diplomate, jusqu'alors vice-présidente.

7, 24 et 26 janvier, 12 février et 5 mars 2026. **Police migratoire**. Le 7 janvier, Renée Nicole Good, 37 ans, originaire du Colorado, prise pour cible par un agent de l'ICE, la police de l'immigration, à Minneapolis alors qu'elle était au volant de sa voiture, décède. Le 10 janvier, des milliers de manifestants défilent dans chacun des États pour protester contre ce meurtre.

Un autre Américain, Alex Pretti, 37 ans, infirmier, est tué à Minneapolis le 24 janvier par des agents fédéraux déployés pour traquer les migrants illégaux alors qu'il ne semblait pas menaçant. Les habitants sont révoltés.

La police de l'immigration est devenue l'appareil répressif principal de l'administration Trump.

Responsable de la police aux frontières, Gregory Bovino est au centre des critiques. Son départ le 26 janvier et l'annonce du retrait d'agents fédéraux de Minneapolis suscitent l'espoir d'une accalmie.

Le 12 février, Tom Homan, « tsar des frontières » selon Donald Trump, déclare que l'ICE se retire de la ville, ce qui constitue un camouflet.

Le 5 mars, Donald Trump annonce le renvoi de la secrétaire d'État à la Sécurité intérieure depuis le 25 janvier 2025, Kristi Noem, 54 ans, une des figures de la politique d'expulsions massives d'immigrés. Il nomme à sa place Markwayne Mullin, 48 ans, ancien lutteur, sénateur de l'Oklahoma, propriétaire de ranch, qui est confirmé par le Sénat le 23 mars par 54 voix contre 45 et entre en fonction le lendemain.

15 et 22 janvier, 19 février 2026. **Conseil de la paix**. Annoncé quatre mois auparavant, le *Board of Peace*, dont la mission officielle est de « promouvoir la stabilité, rétablir une gouvernance fiable et légitime et garantir une paix durable dans les zones touchées ou menacées par un conflit », est créé le 15 janvier. Initialement, cette institution s'inscrivait dans le cadre du plan de paix pour Gaza. En réalité, elle se présente comme un concurrent des Nations unies. Personne ne pourra utiliser un droit de veto et Donald Trump sera le véritable arbitre des décisions finales.

Le 22 janvier, Donald Trump signe la charte fondatrice du Conseil de la paix à Davos, en présence d'une vingtaine de dirigeants, dont Javier Milei et Viktor Orbán. Sur les quatre-vingts invitations à rejoindre le Conseil, trente-cinq ont déjà été acceptées. La France et le Royaume-Uni ont refusé. Vladimir Poutine dit « étudier » la proposition et la Chine n'a pas répondu.

Le Conseil de la paix tient sa séance inaugurale à Washington, le 19 février. On compte vingt-six États membres fondateurs, essentiellement du Moyen-Orient. Il n'y a qu'une minorité de pays

européens. L'Italie y assiste comme « observateur ». La commissaire européenne chargée de la Méditerranée, Dubravka Šuica, est aussi présente, sans pour autant que l'Union européenne adhère au Conseil.

30 janvier 2026. **Délinquance sexuelle**. Une nouvelle masse de documents liés à l'affaire Epstein, mais ni triés ni analysés, est rendue publique par le département de la Justice. Les informations qui ont pu être extraites de ces trois millions de pages, cent quatre-vingt mille photos et deux mille vidéos poussent plusieurs responsables européens à la démission.

Donald Trump semble pour sa part échapper aux conséquences politiques de ses liens avec le prédateur sexuel. Pourtant, l'affaire déchire le monde MAGA et fragilise le président. La Maison Blanche ne donne à voir que ce qui gêne ses opposants, comme en témoigne l'audition des Clinton au Congrès, les 26 et 27 février. Le département de la Justice est accusé d'avoir caché des documents mentionnant Donald Trump.

20 mars 2026. **Cour suprême. Droits de douane**. Par six voix (le *Chief Justice* John Roberts, Neil Gorsuch, Amy Coney Barrett – conservateurs nommés par le président Trump –, Sonia Sotomayor, Elena Kagan et Ketanji Brown Jackson – progressistes) contre trois, la Cour suprême annule la plupart des tarifs douaniers imposés par Donald Trump depuis un an, considérant que ce type de mesure relève, conformément à la Constitution, du seul Congrès.

Plus d'un millier d'entreprises ont déjà engagé des plaintes pour se voir rembourser les taxes payées. Cela pourrait coûter entre 150 et 200 milliards dollars aux finances publiques.

GROENLAND

5, 6, 9, 19 et 22 janvier et 22 février 2026. **États-Unis**. L'île arctique craint un scénario à la vénézuélienne. Le 5 janvier, Donald Trump réitère ses déclarations sur une possible annexion du Groenland, provoquant une forte inquiétude chez les Européens.

Le 6 janvier, la porte-parole de la Maison-Blanche, Karoline Leavitt, déclare que « le président a clairement indiqué que l'acquisition était une priorité pour la sécurité nationale des États-Unis. M. Trump et son équipe discutent actuellement d'une série d'options pour atteindre cet objectif et, bien sûr, le recours à l'armée américaine est toujours une option ».

Le 9 janvier, les dirigeants des cinq partis groenlandais représentés au parlement local expriment leur position, relayée dans les rues de Nuuk : « Nous ne voulons pas être américains, nous ne voulons pas être danois, nous voulons être groenlandais. »

Le 19 janvier, après s'être entretenu avec Donald Trump, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, évoque une solution alternative avec les ministres des Affaires étrangères groenlandais et danois : le transfert de la souveraineté de la base de Pituffik (s'inspirant du statut des bases souveraines britanniques d'Akrotiri et Dhekelia à Chypre).

Des discussions techniques démarrent le 22 janvier pour qu'un « accord » puisse être trouvé avec le Danemark et les alliés de l'OTAN afin de concrétiser les ambitions de Trump.

Le président américain déclare, dans la nuit du 21 au 22 février, envoyer « un grand navire-hôpital au Groenland pour prendre soin des nombreuses personnes qui sont malades et qui ne sont pas soignées là-bas », ajoutant qu'il « est

en route ». Le Premier ministre groenlandais, Jens Frederik Nielsen, réplique par un cinglant « Ce sera non merci ».

Iran

8 janvier, 25 février, 20 et 30 mars 2026. **Manifestations. Répression**. Face aux manifestations qui se multiplient depuis le 28 décembre 2025, les autorités durcissent la répression.

Le 8 janvier, Donald Trump menace de « frapper très fort » l'Iran en cas de répression meurtrière. Israël fait preuve d'une discrétion inhabituelle.

En exil aux États-Unis, Reza Pahlavi encourage les manifestants et se verrait en homme de la transition.

Ali Khamenei reconnaît pour la première fois, le 17 janvier, qu'il y a eu « plusieurs milliers » de morts, en attribuant la responsabilité au président Trump.

Des manifestations ont lieu le 25 février pour le cinquième jour de suite sur plusieurs campus de Téhéran et d'autres villes, causant des affrontements avec le régime.

Le 20 mars, à la veille de Norouz, le Nouvel An iranien, ont lieu les exécutions de Mehdi Ghasemi, Saleh Mohammadi, 19 ans, lutteur professionnel, et Saeed Davoudi, arrêtés lors des manifestations de janvier et accusés du meurtre de « deux agents de la police ». Ce sont les premières liées à ces événements.

Le 30 mars, Akbar Daneshvarkar et Mohammad Taqhari Sangdehi, puis, le 31 mars, Babak Alipour et Pouya Ghobadi, sont également exécutés.

28 janvier, 6, 17 et 26 février 2026. **Programme nucléaire**. Le 28 janvier, Donald Trump somme l'Iran de conclure un accord sur son programme nucléaire avec Washington, sous peine de s'exposer à des frappes bien « plus graves » que celles de juin 2025. Il envoie un porte-avions dans la région.

Le 6 février, des pourparlers sur le dossier nucléaire commencent à Oman, alors que Donald Trump n'écarte pas l'option militaire et que l'Iran se dit « prêt » à se défendre.

Un nouveau cycle de négociations sur le nucléaire s'engage le 17 février à Genève, dans un climat tendu.

Le 19 février, Donald Trump annonce qu'un accord serait « probablement » conclu « d'ici dix jours », faute de quoi « de mauvaises choses arriveront ». Il se demande pourquoi l'Iran n'a pas déjà « capitulé » face au déploiement militaire de Washington.

Selon le ministre des Affaires étrangères omanais, le 26 février, l'Iran aurait accepté, pour la première fois, de ne plus stocker d'uranium enrichi. D'après le *Guardian*, rapportant des propos de Jonathan Powell, conseiller à la sécurité nationale de Keir Starmer, qui a assisté aux derniers pourparlers, l'Iran avait proposé une offre « surprenante » : suspendre de trois à cinq ans son programme d'enrichissement de l'uranium, mais les émissaires américains exigeaient dix ans. Téhéran aurait également proposé aux Américains de participer à un futur programme nucléaire civil.

28 février-31 mars 2026. **États-Unis. Israël**. Le 28 février, les États-Unis et Israël lancent une série de frappes en Iran, notamment à Téhéran, Ispahan et Tabriz. Le Guide suprême depuis le 4 juin 1989, Ali Khamenei, 86 ans, est tué par une frappe de missile à longue portée air-sol qui a détruit le bâtiment où il se cachait, ainsi que sa fille, son gendre et sa petite-fille. Près d'une cinquantaine de hauts responsables du régime sont tués dans cette opération « Fureur épique ».

L'Iran riposte par des frappes contre Israël et les États du Golfe.

La transition est assurée par un triumvirat composé du président de la République islamique, Massoud Pezeshkian, 71 ans, du chef du pouvoir judiciaire, Gholamhossein Mohseni Ejei, 68 ans, juriste, et d'Alireza Arafi, 67 ans, dignitaire religieux, directeur du Centre de gestion des séminaires religieux.

Les déclarations médiatiques de Donald Trump sont confuses et souvent contradictoires. Alors qu'il évoquait au départ un renversement du régime iranien pour légitimer l'attaque israélo-américaine, son administration la justifie, le 2 mars, par la menace que représente le programme balistique iranien.

Le 3 mars, Téhéran attaque les infrastructures pétrolières et gazières dans la région, faisant flamber les prix.

Les États-Unis et Israël envisagent de déployer des soldats au sol afin de s'emparer de près de 440 kilogrammes d'uranium enrichi à 60 %, enfouis à deux cents mètres de profondeur sous la roche, annonce le président américain, le 8 mars.

Entre le 28 février et le 10 mars, l'armée américaine a frappé plus de cinq mille fois.

Le 11 mars, on apprend que le nouveau Guide suprême depuis le 8 mars, l'ayatollah Mojtaba Khamenei, 56 ans, a bel et bien été grièvement blessé lors du raid qui a tué son père.

Le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale, Ali Larijani, 67 ans, philosophe, théoricien intransigeant du régime, est tué dans un bombardement dans la nuit du 16 au 17 mars.

Le 19 mars, dans une déclaration commune, l'Allemagne, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Royaume-Uni condamnent fermement l'attitude de l'Iran et appellent Téhéran à cesser immédiatement ses menaces, ses opérations de minage du détroit d'Ormuz, ainsi que ses attaques de drones et de missiles. Le blocage du détroit empêche les exportations d'hydrocarbures et les importations de biens.

Le 22 mars, l'armée iranienne menace de fermer complètement le détroit d'Ormuz si Washington vise ses centrales électriques.

Le 23 mars, Donald Trump, à la surprise générale, annonce que les États-Unis négocient la fin des hostilités avec des responsables iraniens non identifiés. Il s'agirait notamment du président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf.

Au 24 mars, les frappes israélo-américaines ont fait mille quatre cents victimes civiles, selon l'ONG Human Rights Activists News Agency.

Le 30 mars, le ministre des Affaires étrangères annonce que l'Iran envisage de sortir du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Le 31 mars, la Chine et le Pakistan présentent un plan en cinq points pour éviter l'escalade.

ISRAËL

30 mars 2026. **Peine de mort**. La Knesset adopte, par 62 voix contre 48, un projet de loi, porté par le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, introduisant la peine capitale pour les Palestiniens reconnus coupables d'attentats meurtriers, tout en excluant *de facto* les citoyens israéliens. La loi instaure également la peine de mort pour les personnes reconnues coupables de meurtres commis au nom du refus de « l'existence d'Israël ».

Depuis 1948 n'ont été exécutées que deux personnes, Adolf Eichmann, le 31 mai 1962, et Meir Tobianski, 44 ans, officier de l'organisation paramilitaire

Haganah, condamné pour trahison après un procès expéditif, le 30 juin 1948, mais réhabilité quelques mois plus tard.

Liban

28 février-31 mars 2026. **Israël. Iran**. Le 28 février, l'armée israélienne frappe des positions du Hezbollah dans le Sud-Liban.

Le groupe islamiste ayant tiré des roquettes contre Israël, le gouvernement décrète, le 2 mars, « l'interdiction immédiate de toutes les activités sécuritaires et militaires du Hezbollah ».

Dans la nuit du 4 au 5 mars, un chef militaire local du Hamas est tué dans le camp de Beddawi, à Tripoli.

Le 9 mars, le président Joseph Aoun appelle à des négociations directes avec Israël.

Le 12 mars, les frappes israéliennes s'intensifient. Le centre-ville de Beyrouth est la cible de bombardements.

Le 30 mars, dans la banlieue sud de la capitale, trois membres du Hezbollah sont tués. Deux casques bleus indonésiens meurent dans l'explosion de leur véhicule, alors que, la veille, un autre casque bleu indonésien avait déjà perdu la vie. Le Conseil de sécurité des Nations unies se réunit en urgence.

En un mois, le bilan est de 1 318 morts et plus d'un million de personnes déplacées, soit le quart de la population.

Palestine

16 et 22 janvier 2026. **Gaza**. Le 16 janvier, la Maison Blanche désigne un premier organe exécutif pour lancer la deuxième phase du plan de paix pour Gaza. Y figurent le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, le gendre de Donald Trump, Jared Kushner, son envoyé spécial, Steve Witkoff, ainsi que Tony Blair, des représentants des États médiateurs (Égypte, Qatar, Turquie) et des Émirats arabes unis. Ancien représentant des Nations unies en Terre sainte, le diplomate et consultant Nikolaï Mladenov, 53 ans, consultant, ancien ministre de la Défense et des Affaires étrangères de Bulgarie, en prend la direction le 22 janvier.

Le 22 janvier, Donald Trump présente son programme pour transformer les ruines de l'enclave en paradis touristique. Ce programme envisage des immeubles futuristes, des hôtels, des « opportunités d'investissement ».

Le 29 janvier, l'armée considère désormais correcte l'estimation du nombre de morts donnée par le ministère de la Santé, soit plus de 71 500 Palestiniens tués et 171 000 blessés depuis le 7 octobre 2023.

Ukraine

Janvier-mars 2026. **Russie**. Le bilan du conflit est évalué à environ cinq cent mille morts, soit le plus meurtrier en Europe depuis 1945.

Réunis le 6 janvier à Paris à l'occasion du sommet de la coalition des volontaires, les trente-cinq alliés occidentaux s'accordent sur des garanties de sécurité : organisation d'un mécanisme de suivi et de vérification du cessez-le-feu dirigé par les États-Unis ; soutien aux forces armées de l'Ukraine ; création d'une force multinationale ; engagements pour soutenir Kiev en cas de nouvelle attaque russe ; renforcement de la coopération de défense à long terme. L'envoyé spécial de Donald Trump et son gendre, Steve Witkoff et Jared Kushner, sont présents.

Le 24 janvier, Ukrainiens et Russes se retrouvent à Abou Dhabi sous médiation américaine. Les Européens sont absents.

De nouveaux pourparlers entre États-Unis et Ukraine ont lieu à Genève le 26 février.

Le 10 mars, un rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine accuse Moscou de « crimes contre l'humanité », pour « la déportation et le transfert forcé, ainsi que la disparition forcée d'enfants ».

La guerre au Moyen-Orient fait craindre qu'on oublie la guerre en Ukraine.

Et ailleurs

9 janvier. Après vingt-six ans de négociations, le traité de libre-échange avec les pays du Mercosur est approuvé à la majorité qualifiée par le Conseil de l'Union européenne.

2 février. Trois mois après les élections aux Pays-Bas, un accord intervient pour former un gouvernement minoritaire, dirigé par Rob Jetten.

8 février. Au Japon, les élections législatives sont un triomphe pour la Première ministre, Sanae Takaïchi, le Parti libéral-démocrate remportant plus de deux tiers des sièges.

14 février. Après six cent treize jours sans gouvernement, la région de Bruxelles-Capitale nomme un nouveau ministre-président, Boris Dilliès.

15 mars. Au Kazakhstan, un référendum constitutionnel conduit à l'instauration d'un système « superprésidentiel » : le Sénat est supprimé ; un Conseil du peuple nommé par le chef de l'État soumet des projets de loi au Parlement, qui n'approuve plus le budget ; la peine de mort est abolie.

22 mars. De façon inattendue, le Premier ministre slovène, Robert Golob, remporte les élections législatives face aux conservateurs trumpistes de son prédécesseur, Janez Janša.

24 mars. Aux élections anticipées convoquées par la Première ministre danoise, Mette Frederiksen, afin de répondre aux pressions de Donald Trump sur le Groenland, les sociaux-démocrates arrivent en tête mais enregistrent leur plus mauvais résultat depuis 1903.

25 mars. Les Nations unies adoptent une résolution, portée par le Ghana, qualifiant l'esclavage de « crime le plus grave contre l'humanité ».